

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1313

Artikel: L'emploi et la relance : PIB, mon beau miroir...
Autor: Delley, Jean-Daniel / Roustang, Guy
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015230>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PIB, mon beau miroir...

La croissance semble redémarrer lentement. Mais elle n'entraînera pas forcément le plein-emploi, ni l'amélioration du bien-être.

LONGTEMPS LES ORACLES de la conjoncture ont dû revoir leurs prévisions à la baisse: l'économie ne marche pas à l'optimisme de commande. Aujourd'hui ces mêmes oracles peinent à suivre le mouvement inverse; c'est à la hausse qu'ils corrigent leurs estimations. Car l'économie helvétique renoue avec la croissance. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de près de 2% au deuxième trimestre de cette année. Ce résultat tant espéré est d'abord à mettre au compte des exportations qui ont profité de la baisse du cours du franc suisse. Sur le front de la consommation intérieure, seules les dépenses de santé et de logement progressent de manière tangible.

Contradictoire, en apparence

Pourtant les experts n'attendent pas de cette embellie une amélioration significative du marché de l'emploi. Il faudrait un taux de croissance d'un autre calibre pour résorber le chômage engendré par six années de récession. Paradoxalement, certaines entreprises se plaignent déjà d'une pénurie de main-d'œuvre très qualifiée.

La persistance d'un taux de chômage élevé alors même que la conjoncture s'améliore n'est contradictoire qu'en apparence. Jusqu'à présent les services ont pu absorber le surplus de main-d'œuvre libéré par la rationalisation de la production dans l'agriculture et dans l'industrie. Mais voilà, les services eux aussi ont accompli leur restructuration, avec à la clé de substantiels gains de productivité. Partout on produit plus avec moins de main-d'œuvre. Et cette évolution est loin d'être terminée.

Reste ce qu'on appelle le tertiaire relationnel, regroupant les activités qui exigent un contact direct entre le fournisseur et le bénéficiaire de prestations: la formation, les soins médicaux, l'environnement ou le travail social par exemple. Les progrès de la productivité y sont inexistantes ou faibles et, comme la demande insatisfaite est importante, c'est là que réside le plus grand gisement d'emplois potentiels. Encore faut-il pouvoir financer ces emplois! Le faible taux de crois-

sance rend en effet l'opération difficile.

La croissance retrouvée ne justifie donc pas un optimisme béat; il est illusoire de croire que tout repartira comme avant. Trois remarques à cet égard.

La Suisse doit faire un effort beaucoup plus marqué dans la formation continue et le recyclage pour répondre aux besoins des secteurs dynamiques de son économie. Mais cet effort ne résorbera pas le chômage.

Faut-il dès lors pousser la croissance à un taux supérieur pour retrouver le plein-emploi? Certains continuent de propager cette thèse et nous promettent des lendemains qui chantent sur le marché du travail. À condition bien sûr que de nouveaux besoins soient

créés qui stimuleront la production. Pour quel mieux-être?

À vouloir refléter le progrès d'une société dans le seul miroir du PIB, on oublie que le bien-être des individus dépend pour une part importante d'activités non marchandes qui ne trouvent pas place dans la statistique de l'économie nationale. Il y a donc urgence à développer de nouveaux indicateurs, plus fins, pour mesurer l'état réel d'une société. Des indicateurs qui devraient contribuer à valoriser l'utilité de ces tâches, le plus souvent de proximité, considérées comme tellement « normales » qu'on ne saisit plus que, sans elles, la société tout entière s'écroulerait, comme d'ailleurs le système économique. jd

Du niveau de vie au mode de vie

« **O**N NE S'INTÉRESSE habituellement qu'à la mesure du niveau de vie, alors que c'est le mode de vie qui importe vraiment. Le niveau de vie correspond à la quantité de biens et de services dont peut disposer un individu ou un ménage en fonction de ses ressources monétaires. Au niveau national, il s'agit du PIB, et pour comparer le niveau de vie de deux nations, on comparera le PIB par habitant. Ces comparaisons internationales n'ont qu'un intérêt limité, dans la mesure où elles laissent de côté [...] l'économie non monétaire qui peut parfois constituer une part essentielle de la vie économique ». [...]

« Beaucoup de facteurs concourent à faire durer le privilège accordé au niveau de vie [...]:

– Chaque individu a tendance à compter sur son revenu individuel pour améliorer son mode de vie. [...] Une démarche collective qui améliorerait l'aménagement urbain ou qui viserait à rétablir la sécurité ne lui traverse pas l'esprit ou lui paraît hors de portée. Si bien que nous sommes engagés dans un système pervers qui résulte de la poursuite par chacun de son intérêt, alors que beaucoup de dimensions du mode de vie supposeraient des décisions d'ordre collectif. Et à ce petit jeu du sauve-qui-peut, les

plus faibles sont toujours perdants, et ceux qui se croient gagnants ne le sont pas forcément.

– Dans les négociations entre le patronat et les syndicats, ou entre l'État et ses fonctionnaires, les salaires sont évidemment privilégiés. La revendication pour une augmentation de salaire est simple à formuler, elle concerne tout le monde, elle a un caractère unificateur. Des discussions autour de la qualité du travail obligent au contraire à entrer dans l'analyse de situations particulières, ce qui est beaucoup plus difficile. [...]

– Le système d'information est entre les mains de pouvoirs économiques qui ont tout intérêt à favoriser les dépenses effectuées pour compenser une détérioration des modes de vie [...]; il y a bien une « logique » de la croissance économique qui s'alimente par le traitement de ses propres dégâts.

[...] Il est absurde d'être pour ou contre la croissance en soi, il faut progressivement s'interroger sur le contenu de cette croissance et ne plus faire aveuglément confiance aux agrégats comptables qui n'ont guère de signification sociale ».

Guy Roustang et al., *Vers un nouveau contrat social*, Desclée de Brouwer, 1996